



inform **CONTACT**

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

№ 98

Octobre – Décembre 2017

Les organisations membres de la CGS marquent la 10ème JMTD

Le Message, lancé le 17 août 2017 par la Confédération générale des syndicats, appelle ses organisations membres à marquer la dixième Journée mondiale pour le travail décent, en prêtant une attention particulière aux problèmes de la rémunération du travail, et plus précisément:

- d'exiger l'augmentation des salaires au niveau qui garantisse aux travailleurs et aux membres de leurs familles une vie décente;
- d'exprimer leur soutien à la campagne solidaire de la CGS pour l'augmentation du SMIG, en le portant à un niveau qui ne descende plus bas que le minimum vital!

Les organisations membres de la CGS ont répondu à l'appel. Les participants aux initiatives organisées par les syndicats ont encore une fois confirmé leur attachement aux traditions et aux idéaux de

solidarité du mouvement syndical mondial, dans sa lutte pour les droits et les intérêts des salariés, contre toute forme d'injustice sociale.

En **Arménie**, le congrès de la Confédération des syndicats (CSA), tenu le 6 octobre, a adopté un message consacré à la JMTD. Le centre de recherche de la CSA, les organisations de branche, les personnels des grandes entreprises ont organisé toute une série d'initiatives pour discuter les problèmes sociaux et les questions du travail décent.

La Fédération des syndicats du **Kirghizistan** a organisé dans le cadre de la JMTD une table ronde sur le thème «Le salaire – au niveau décent». A part les militants syndicaux, les députés du parlement, les représentants du gouvernement, de l'Union patronale et d'organisations internationales y ont participé. La résolution adoptée à la réunion focalise l'attention des pouvoirs sur les faits de

violation des conventions de l'OIT ratifiées par le pays, et du Code du travail. Cela concerne de prime abord le SMIG qui est au-dessous du minimum vital requis pour une personne active.

Les membres de la Commission de jeunes de la **Confédération nationale des syndicats de Moldova (CNSM)** ont organisé à l'Université pédagogique d'Etat à Chisinau la conférence «L'heure syndicale». Pendant le dialogue avec les étudiants, ils leur ont précisé ce que représentait le travail décent et quels étaient ses composants, ce que sont le travail informel et les risques qui le suivent, les actes législatifs concernant le cumul des études et du travail, ont parlé du rôle de la jeunesse dans le mouvement syndical. Les représentants de la CNSM ont aussi parlé de l'activité des syndicats dans la défense des droits des jeunes spécialistes lors de l'embauche et de la signature des contrats de travail.

En **Russie**, la FNPR a organisé l'action nationale «Pour le travail décent» en forme de réunions des commissions tripartite du travail. Ces initiatives, auxquelles plus de 1,2 million des militants syndicaux ont pris part, ont porté à l'ordre du jour les questions les plus aiguës des relations sociales et de travail, notamment la réalisation des décrets du Président de la Russie sur l'augmentation des salaires aux travailleurs de la fonction publique, sur l'indexation du SMIG au niveau national et régional, etc.

Arménie: le congrès de la Confédération des syndicats d'Arménie

110 délégués, dont 61% étaient des femmes, ont pris part au IVème congrès de la Confédération des syndicats d'Arménie (CSA), tenu à Erevan le 6 octobre 2017.

Edouard Toumassian, président sortant de la CSA, a présenté son rapport d'activité. Les délégués ont aussi suivi les rapports de la commission de contrôle financier et de la commission des mandats, ont adopté le Programme d'activité de la centrale pour les années 2017–2022.

Les délégués ont positivement apprécié dans leurs interventions l'activité de la Confédération, ont évoqué les problèmes que les syndicats avaient encore à résoudre, et parmi eux – la nécessité d'établir un montant économiquement justifié du panier de la ménagère et sur sa base, celui du SMIG, le maintien des garanties et des privilèges, l'indemnisation des travailleurs des entreprises en faillite.

Durant les années 2017–2022, les syndicats se proposent de poursuivre leur participation au Programme du travail décent pour l'Arménie, élaboré par l'OIT, de riposter à la propagation du travail informel et précaire.

Edouard Toumassian a été réélu président de la CSA.

Natalya Podchibyakina, secrétaire générale adjointe de la CGS, a pris part au congrès.

Bélarus: La FSB dresse le bilan de son activité

Le Conseil de la Fédération des syndicats de Bélarus, tenu à Minsk le 22 décembre 2017, a dressé le bilan de son activité durant l'année 2017 et a tracé les orientations principales pour l'année 2018.

Parmi ces orientations figurent le développement de la production et l'amélioration de la qualité des produits marchands, l'amélioration des conditions du travail et la contribution au plein emploi, la hausse des salaires et la modernisation du système de retraite. Durant l'année écoulée, la centrale syndicale a pris part au processus codificateur, a notamment initié l'adoption de plusieurs lois dont le but est de défendre les droits et les intérêts des travailleurs.

A partir du mois de mai 2017, la FSB organise une surveillance permanente des prix des produits de grande consommation et des services. La démarche active de l'inspection technique du travail des syndicats a permis de maintenir la tendance au recul des accidents du travail. Les organisations membres de la FSB poursuivent leur travail en vue de former les syndicats de base dans toutes les entreprises, d'augmenter l'efficacité des conventions collectives, de moderniser le choix et l'affectation des cadres et de former les militants syndicaux.

En même temps, les membres du Conseil ont prêté attention aux pro-

blèmes qui restent à résoudre, et tout d'abord à l'augmentation des salaires dans certaines branches de l'industrie et à leur paiement dans les délais réglementaires, surtout à certaines catégories de travailleurs dont la rémunération n'atteint pas le SMIG, tous les suppléments, indemnités et primes réunis. Les dirigeants syndicaux sont surtout préoccupés par les bas salaires dans l'agriculture.

Bélarus: les accidents du travail en baisse

Selon les données de l'Inspection technique du travail de la FSB, le nombre d'accidents du travail recensé durant les années 2012–2016 a baissé de 15%, dont celui des accidents mortels de 29% (169 personnes ont péri en 2012 et 119 en 2016).

Les visites régulières de l'inspection technique de la FSB portant leurs fruits, le nombre des accidents du travail durant l'année en cours continue à baisser. Le contrôle syndical a obligé les employeurs à prêter beaucoup plus d'attention à la sécurité du travail. Conformément aux données du ministère du Travail et de la Protection sociale, 95 personnes ont péri durant les 9 premiers mois de 2017 et 401 personnes ont été gravement blessées, soit 4 et 41 personnes de moins qu'en 2016.

Malgré cette tendance positive, la FSB campe sur sa ferme position – relever les responsabilités des tra-

vaillleurs et des employeurs dans la sécurité du travail.

On en a parlé lors de la récente réunion-séminaire pour les inspecteurs techniques de la FSB.

Lors de cette rencontre, qui a réuni 137 personnes, on a souligné que durant les neuf premiers mois de l'année en cours, les inspecteurs de la FSB ont enregistré plus 50 000 violations de la sécurité du travail et ont interdit d'exploiter 1900 machines et mécanismes.

Au dire de Anna Varfolomeeva, secrétaire de la FSB, il faudrait élaborer des propositions pour relever la responsabilité des travailleurs et des inspecteurs techniques, car «la sécurité du travail requiert qu'on soit absolument intransigeant sur les principes».

Géorgie: les syndicats critiquent le projet de loi sur la sécurité du travail

Le parlement de Géorgie est en train de discuter le projet de la loi «La sécurité du travail», élaboré par le ministère du Travail, de la Santé et de la Protection sociale.

On a commencé à élaborer ce projet après la mort des quatre ouvriers de la mine houillère de Tkibouli. Les syndicats, les représentants de la société civile et des organisations non-gouvernementales se sont fermement prononcés pour la nécessité de rendre plus sévère le contrôle des conditions

du travail, surtout dans les ateliers dangereux.

Selon les syndicats, les statistiques de morts consécutives aux accidents du travail mettent en relief la nécessité de rendre plus sévères les règles de sécurité du travail. Cependant l'adoption de ce projet de la loi tel quel n'améliorera pas la situation avec la défense des droits des travailleurs.

Au dire d'Irakly Petriachvili, président de l'Union des syndicats de Géorgie, l'actuel projet de loi doit obligatoirement passer par l'expertise du BIT, et après l'adoption de la loi, il est nécessaire de faire tout pour qu'elle soit appliquée. Nous avons un Code du travail – a ajouté Petriachvili – qui est bien meilleur que le Code précédent, mais la plupart de ses normes ne sont pas appliquées. Peu importe donc quel document on va adopter, l'essentiel est de faire changer l'attitude envers les ouvriers. Même si nous avons 25 000 inspecteurs, et que cette attitude ne change pas, on restera toujours dans l'enfer qui nous entoure aujourd'hui, a déclaré Pétriachvili.

Kazakhstan: un nouveau président de la FSRK

Le Conseil général de la Fédération des syndicats de la République du Kazakhstan, tenu le 22 novembre 2017 à Astana, a élu Bahytzhan Abdraïm, âgé de 52 ans, au poste de président de la FSRK.

Abelgazi Kousaïnov, qui avait dirigé la centrale syndicale de 2013 à

2017, a été libéré des ses fonctions sur sa demande .

Le 23 novembre 2017 Bahytzhan Abdraim a été reçu par Noursoultan Nazarbaev, président de la République. Lors de la discussion, le président du pays a parlé du rôle important des syndicats dans la régulation des relations de travail et dans l'établissement d'un dialogue constructif entre les employeurs et les travailleurs.

Kazakhstan: la FSRK détermine ses grandes orientations pour l'année prochaine

Lors de la réunion syndicale, tenue le 27 décembre à Astana, la FSRK a discuté de tâches principales pour l'année 2018, de problèmes existants et de moyens de les résoudre.

Intervenant à la réunion, Bahytzhan Abdaim, le président de la centrale syndicale, a attiré l'attention des participants sur la nécessité de prévenir les tensions sociales, d'entreprendre opportunément des mesures pour résoudre les conflits de travail.

En ce moment, la FSRK réunit 18 syndicats nationaux de branche et 16 conseils syndicaux régionaux. Il existe dans le pays 18000 syndicats de base. A part cela, 11000 conseils de production pour les questions de la sécurité et de la protection du travail ont été créés aux entreprises industrielles.

Kirghizistan: le Conseil de femmes de la FSK discute de la protection de la maternité

Risgoul Babaeva, vice-présidente de la Fédération des syndicats du Kirghizistan, a participé le 25 décembre 2017 à la réunion du Conseil de femmes de la centrale syndicale.

Les participantes à la réunion ont discuté de la situation avec la protection de la maternité, d'allocations et avantages pour les femmes enceintes, du congé de maternité, de l'amélioration des conditions du travail des femmes et de l'aide aux familles nombreuses.

Les membres du Conseil ont confirmé leur résolution à contribuer à la réalisation de la Stratégie nationale pour atteindre l'égalité du genre vers l'an 2020 et ont pris la décision de déposer leurs propositions au ministère du Travail et du Développement social du pays.

Intervenant à la réunion, Risgoul Babaeva a exprimé l'espoir que l'activité du Conseil aidera à résoudre tous les problèmes qui préoccupent les femmes du Kirghizistan.

Kirghizistan: la FSK renforce sa coopération avec les syndicats d'Ouzbékistan

Le 8 décembre 2017, une délégation de la Fédération des syndicats du Kirghizistan s'est rendue à Tachkent et dans la région de la capitale ouzbèke pour une visite d'amitié.

Lors de la visite, la délégation a eu une rencontre avec les dirigeants de la Fédération des syndicats d'Ouzbékistan. Les collègues ont discuté de l'orientation principale de la coopération entre les deux centrales syndicales dans le domaine du travail et de la culture, de la politique des jeunes et du tourisme. Ils ont aussi discuté et approuvé le projet d'un Mémoire qui sera bientôt signé.

L'expérience dans le domaine du dialogue social et les perspectives de la future coopération ont été aussi au centre des discussions. Les représentants des syndicats kirghizes ont aussi pris connaissance de l'activité des syndicats d'Ouzbékistan dans le domaine du repos des travailleurs.

Moldova: les syndicats discutent de leurs plans pour l'avenir

Le Conseil général de la Confédération nationale des syndicats de Moldova (CNSM), tenu le 30 novembre 2017, a discuté des questions d'actualité du mouvement syndical national.

Oleg Boudza, président de la centrale syndicale, a parlé dans son intervention à la réunion de l'activité de la FNSM après son dernier congrès en juin 2017 et de plans de la centrale pour l'avenir.

Selon lui, une des tâches principales de la centrale est de garantir aux travailleurs une rémunération décente. Le premier pas dans ce

sens a été déjà fait. Les syndicats ont pu obtenir l'augmentation des salaires à certaines catégories des travailleurs de la fonction publique. A partir du 1^{er} septembre, les salaires des enseignants ont été augmentés de 11,3%.

La Président de la FNSM a exprimé l'inquiétude quant aux attaques qui prennent de l'ampleur contre les droits syndicaux, Précisément, les derniers changements dans le Code du travail de Moldova favorisent les employeurs en dépit de l'expérience positive de coopération entre les partenaires sociaux.

Les participants à la réunion ont adopté le Plan d'activité de la CNSM pour l'année 2018 qui s'inscrit dans la stratégie de la centrale pour les années 2017–2022, élaborée au dernier congrès de la Confédération.

Russie : la FNPR se prononce contre les soins médicaux payants

Suite à la discussion entamée en Russie sur la nécessité de réformer le système de la santé, la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) a fait une déclaration par laquelle elle a exprimé son désaccord résolu avec les appels à engager la population dans le cofinancement de les soins médicaux. Selon les syndicats, la hausse des services payants dans les conditions où les revenus de la grande masse de la population sont bas, mènera à l'approfondissement de l'inégalité

dans le domaine de la santé et de l'enseignement, à la différenciation accrue de la société et à l'affaiblissement de l'Etat.

Dans la perspective historique, souligne la déclaration, les pouvoirs doivent entreprendre des efforts pour garantir un accès libre de la population à la santé et à l'enseignement en tant que composantes importantes du développement de chaque citoyen du pays. La FNPR a déclaré qu'il est inadmissible de pousser les pouvoirs à la violation de la Constitution de l'Etat social et a exigé de mettre fin à toute discussion dans ce sens qui aggrave la situation et sème la méfiance envers les pouvoirs.

Russie la FNPR appelle Poutine à se présenter aux élections présidentielles de 2018

Le Conseil général de la FNPR, tenu à Moscou le 25 octobre 2017, a discuté de la question «Les actions des syndicats dans les conditions actuelles et les élections du Président de la Fédération de Russie en 2018».

Le président de la FNPR Mikhaïl Chmakov a souligné, dans son intervention au Conseil, que la Fédération insistera sur la présentation de Vladimir Poutine aux élections présidentielles de 2018.

Selon le leader syndical, c'est justement Poutine qui est intervenu au nom de l'Etat sur la nécessité de développer le dialogue social. C'est justement son activité qui a contri-

bué à la hausse des revenus des citoyens de la Russie.

Le président de la FNPR a aussi souligné que Poutine était capable de mener la Russie vers un niveau du développement plus élevé, d'augmenter les revenus des citoyens russes et de défendre les travailleurs.

Les membres du Conseil général ont voté à l'unanimité la résolution dont le premier point propose à Vladimir Poutine de se présenter aux élections présidentielles de 2018. Les participants ont formulé leurs souhaits au candidat aux élections dont le but est de défendre les droits socio-économiques des travailleurs et des membres des syndicats.

Russie: les syndicats pour le changement du cours économique du gouvernement actuel

Le 4 novembre 2017, lors de la Journée de l'unité du peuple, les représentants de la FNPR ont pris part à un meeting-concert au stade «Loujniki», organisé conjointement par la FNPR et la Fédération des syndicats de Moscou. Plus de 130 000 personnes ont pris part à cette initiative, parmi lesquelles des militants syndicaux, des hommes publics, des champions sportifs et des stars du théâtre et du cinéma.

Au meeting, les syndicats ont appelé la population non seulement à serrer les rangs dans la situation économique compliquée, mais aussi à exiger le changement de la politi-

que du gouvernement actuel qui ne mène pas au mieux-être de la population et qui est la cause de plusieurs phénomènes de crise dans l'économie nationale.

Les intervenants au meeting ont souligné que la FNPR sera toujours du côté des travailleurs, va toujours défendre les droits des travailleurs, des membres des syndicats et de leurs familles.

Ukraine: la FSU préoccupée par offensive massive sur les droits de travail

Le Bureau de la Fédération des syndicats d'Ukraine, tenu le 5 octobre à Kiev, a discuté de la Conception des actions des syndicats pour la défense des droits socio-économiques des travailleurs dans les conditions des réformes économiques en cours.

Les membres du Bureau ont souligné que les réformes en cours dans la sphère socio-économique lésaient les droits des citoyens dans le domaine de pensions de retraite et de soins médicaux. La convention collective générale, signée par le gouvernement et par les employeurs, n'est pas appliquée. Les principes du dialogue social sont souvent violés par ces deux parties.

Après une longue discussion, le Bureau a chargé le président de la FSU de chercher à obtenir une rencontre des membres du Bureau avec le Premier ministre et la direction du parlement. Il a été aussi décidé de créer un groupe de tra-

vail pour formuler les revendications des syndicats et pour commencer la préparation d'une action nationale de protestation, prévue à Kiev et dans d'autres régions du pays pour le 14 novembre 2017.

La réunion du Présidium a adopté une résolution à l'occasion de la Journée mondiale pour le travail décent et pour la Journée internationale de lutte contre la pauvreté.

Ukraine: les syndicats protestent contre le budget d'Etat

Le 15 décembre 2017, la FSU a fait une déclaration par laquelle elle a exprimé son désaccord avec l'orientation antisociale de la loi «Le budget d'Etat d'Ukraine pour l'année 2018».

La FSU a insisté à plusieurs reprises sur un budget qui prévoie le soutien financier pour les garanties sociales, l'établissement du SMIG tout au moins égal au minimum vital et l'augmentation des salaires en les indexant sur la hausse des prix à la consommation. Néanmoins tous ces demandes des syndicats sont restées lettre morte.

La FSU considère que le budget d'Etat ne défend pas les intérêts des travailleurs et, dans les conditions où les salaires payés aux députés du parlement et aux fonctionnaires publics augmentent, cela ne fait qu'accentuer la tension sociale dans la société. La Fédération poursuivra par tous les moyens sa lutte pour le minimum vital juste et le salaire décent.

Le congrès de la Confédération internationale des syndicats des cheminots et des constructeurs de chemins de fer

La Confédération internationale des syndicats des cheminots et des constructeurs de chemins de fer (CISCC) a tenu son Vème congrès le 6 décembre 2017 à Astana, la capitale du Kazakhstan.

32 délégués et plus de 60 observateurs et invités des organisations membres de la Confédération qui réunit actuellement plus de 2,5 millions de membres ont pris part au congrès, parmi lesquels Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS.

Guénady Kosolapov, secrétaire général de la CISCC, a présenté le rapport d'activité et a dressé la bilan de la mise en oeuvre des décisions du précédent, IVème congrès de la Confédération.

Le rapporteur a signalé que malgré l'opposition des syndicats la baisse du volume des marchandises transporté par chemin de fer a provoqué la réduction de la semaine de travail, la baisse des primes et le licenciement des travailleurs.

Quant au mouvement syndical au sein de la branche, selon le rapporteur, il est assez stable, sauf le Syndicat des travailleurs des chemins de fer d'Arménie qui s'est désagrégé à cause des erreurs de sa direction. En Bélarus et au Kazakhstan, il a eu un regroupement des syndicats du transport.

En Géorgie et en Moldova, l'opposition entre les syndicats et l'administration des chemins de fer continue.

Les syndicats de branche ont choisi le dialogue constructif avec les employeurs comme leur option stratégique. Les nouveaux accords et les nouvelles conventions collectives ont été signées par les syndicats à de bonnes conditions. Dans la plupart des pays, ces conventions couvrent tous les travailleurs de la branche, sauf le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Lituanie et la Moldova, où elles s'appliquent seulement aux membres des syndicats.

Les syndicats de branche du monde mènent une lutte consécutive contre la privatisation des chemins de fer. En Russie, par exemple, le Syndicat des travailleurs de chemins de fer s'oppose activement à la vente par le gouvernement de 25% des actions de la société par actions «Chemins de fer de Russie» au privé.

Dans l'avenir les syndicats se proposent de continuer leur lutte pour les droits de l'homme, pour les droits et les libertés syndicales, pour renforcer le dialogue et le partenariat sociaux, faire tout le nécessaire pour l'unité syndicale.

Le congrès a adopté les orientations principales de la Confédération pour les années 2017–2022, a élu la nouvelle direction.

Guénady Kosolapov a été élu secrétaire général de la CISCC.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
119119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(495) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(495) 938-0112
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru;

*LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.*

*SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.*

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

*LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET LA COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BÉLARUS, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDOVA,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN ET D'UKRAÏNE,
AINSI QUE 28 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.*

*LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DES ASSAMBLÉES INTERPARLEMENTAIRES DE LA CEI ET DE LA CEEA,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.*

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

*LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.*

*LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.
MIKHAÏL CHAMAKOV EST LE PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.*

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre,
les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:
www.vkp.ru